



VILLE DE
LA TRINITÉ
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Mission de maîtrise d'œuvre de travaux de rénovation énergétique et d'aménagement des locaux du RDC de la crèche Li Calinou à La Trinité

Pouvoir adjudicateur :

Désignation :

Mairie de La Trinité
19, rue hôtel de ville
06340 La Trinité

Téléphone : 04.93.27.64.09

Fax : 04.93.54.90.91

Adresse internet : <https://villede.latrinite.fr/>

E-Mail : jessica.gaudin@villelt.fr

Statut : Commune

Activité(s) principale(s) :

- Services généraux des administrations publiques

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Statut : Commune

Activité(s) principale(s) :

- Services généraux des administrations publiques

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

L'avis concerne un marché.

Objet du marché :

« Mission de maîtrise d'œuvre de travaux de rénovation énergétique et d'aménagement des locaux du RDC de la crèche Li Calinou à La Trinité »

La commune de La Trinité souhaite entreprendre des travaux pour améliorer le confort climatique des enfants et des agents, redéfinir et accroître des espaces d'accueil de la crèche Li calinou.

La municipalité envisage la pose d'ombrière photovoltaïque sur l'espace de stationnement réservés aux agents pour une autoconsommation des équipements électriques.

La mise en place d'un système de confort climatique par le biais d'une pompe à chaleur AIR/EAU couplage CTA existante

La mise en place d'une GTC évolutive

La transformation de l'espace biberonnerie du RDC pour un accueil de 7 enfants supplémentaires.

L'étude d'une solution pour la rénovation du Monte PMR existant et non fonctionnel.

La sécurisation de l'entrée de service (office cuisine)

La modification des ouvrants donnant sur la terrasse du R+1

Contexte de la mission

- Prise en compte d'un bâtiment classé dans le périmètre des travaux
- Travaux uniquement réalisables pendant les périodes de fermeture de l'établissement (4 semaines en août)
- Phasages des travaux sur deux années civiles 2025 et 2026

Forme du marché : Marché(s) ordinaire(s)

Type de marché de services : Services courants hors services sociaux, spécifiques et juridiques

La partie de l'enveloppe financière affectée aux travaux (Co) par le maître de l'ouvrage est égale à **879 100 € TTC**.

Code NUTS : FR823

Les prestations sont traitées à prix forfaitaires.

Dévolution en marché unique.

La mission est constituée des éléments suivants :

- Diag
- APS
- APD
- PRO
- DCE
- ACT
- VISA
- DET
- AOR-OPR
- DOE

Les missions OPC et SSI sont des missions complémentaires.
Elles ne sont pas introduites dans ce marché.

Il n'est pas prévu de variantes exigées et les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché a une durée prévisionnelle de 0 [VC_UNITE_PUB = 0].

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

L'avance obligatoire est possible. A minima, son montant est égal à 5 % du montant du marché.

Il n'est pas exigé de garantie pour le remboursement de l'avance.

Localisation

SITE Crèche Li Calinou
08, chemin de l'olivaie
06340 La Trinité

Interdiction de soumissionner

L'acheteur, en vertu des articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique, peut exclure les candidatures se trouvant dans les situations qui y sont décrites, en particulier dans les cas qui suivent, sous réserve que dans un délai de 5 jours à compter de la réception d'un courrier l'y invitant, le candidat démontre qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements qui lui sont reprochés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

L'acheteur exclut les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur.

Présentation de candidature :

Dépôt classique : La candidature peut être faite au moyen des formulaires DC1 et DC2 (formulaires à jour sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Conditions de participation et moyens de preuve acceptables :

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

Aptitude :

- L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant : Registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers

Capacité économique et financière :

- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.

Références :

- Références de projet avec des labélisations de performances énergétiques.

Prestations réservées

Les prestations du marché sont réservées en vertu des dispositions administratives suivantes :

Concernant le ou les architectes : Loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture

Procédure : MAPA ouvert

Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

1. Critère Prix
pondéré à 60 sur 100 points.

2. Critère Technique
pondéré à 40 sur 100 points.

L'organisation de la maîtrise d'œuvre pour mener à bien la mission :

- compétences
- moyens humains
- références notamment références de projet avec des labélisations de performances énergétiques
- matériels mobilisés

Renseignements d'ordre administratif :

Numéro de référence du marché : 20241008

La présente consultation est une consultation initiale.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 21/10/2024

Date limite de réception des offres : 29/11/2024 à 12h00

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Délivrance du DCE

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur.

Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.

Règlement par mandat administratif.

Modalités de financement des prestations : Financé par le budget de la collectivité.

Avis périodique :

Il ne s'agit pas d'un marché périodique.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Après attribution, aucune forme de groupement ne sera exigée.

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché ou un de ses lots plusieurs offres, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Nice

Conditions de remise des candidatures

La transmission des candidatures se fait obligatoirement par voie électronique via le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>.

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

La remise des candidatures contre récépissé n'est pas autorisée.

La présentation d'une candidature sous forme d'un support physique électronique n'est pas autorisée.

L'envoi des candidatures par voie postale n'est pas autorisé.

Signature des documents transmis par le candidat

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé(e) par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). La production d'un document d'habilitation, signé de façon électronique par chaque membre du groupement, sera exigé du seul attributaire.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur au plus tard avant le **25/11/2024**.